

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 20 juin 2024

DÉLIBÉRATION N° 2024-17

**Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration
du 14 mars 2024**

**Délibération n° 2024-17 portant procès-verbal de de la réunion du conseil
d'administration du 14 mars 2024**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R. 812-7,

*Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'École nationale supérieure de
paysage de Versailles,*

Le conseil d'administration décide :

Article unique

Le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 14 mars 2024, présenté en
annexe, est adopté.

Favorables	24
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	24

La délibération est approuvée /-~~rejetée~~

Fait à Versailles, le 20 juin 2024

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA



PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2024

Avis : Le présent compte-rendu synthétise le sens des prises de paroles, sans constituer un verbatim

Compte-rendu des débats et délibérations

Monsieur Henri Bava, président, ouvre la séance du conseil d'administration à 14h30.

Au début de la séance, le quorum est réuni avec 25 membres présents ou représentés.

Présentation des représentantes du contrôleur budgétaire régional (CBR), Mmes Nogué et Antunes.

Points liminaires

- **Point de situation de la directrice**

Mme Bonnet présente les derniers points d'actualité de l'établissement depuis la dernière réunion plénière du conseil, qui remonte au 20 juin 2023. En effet, une problématique RH lourde a dû être résolue, avec l'appui de la tutelle. Elle remercie les équipes en interne, le DGER et le CBR, qui ont permis l'adoption du budget dans ce contexte.

Elle salue les nouvelles arrivées de M. Jean Mahaud, directeur adjoint, assurant l'intérim de la direction du potager, de Mme Sophie Villemain, directrice de la communication et des relations extérieures (DCRE), de son adjointe, Mme Domitille de Veyrac. Le recrutement du directeur des affaires financières est à venir prochainement.

L'équipe de la DCRE sera au complet en mai. Elle résulte de la fusion, à nombre de postes équivalent, de la direction de la communication et de l'équipe événementielle. La DCRE a pour objectif d'accroître le rayonnement et la notoriété de l'école, de ses formations, de ses deux sites, de renforcer dialogue interne de l'établissement, de participer à la valorisation du site historique du Potager du roi. La dynamique est déjà enclenchée avec plusieurs encarts presse (Le Point, 4min au JT de TF1, Nouvel Obs à venir). Le Potager a accueilli un tournage de France 3, et bientôt la mission patrimoine.

L'école a par ailleurs investi les salons : salon étudiant avec le soutien de CY Alliance ; portes ouvertes du Campus Versailles. La Journée Portes Ouvertes (JPO) a accueilli 530 visiteurs ; 2000 visites sur la page internet dédiée. À Marseille, l'Institut méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) a compté 2500 entrées, ce qui a permis de découvrir le paysage au côté de l'architecture.

Sur Marseille, l'inauguration de l'IMVT a eu lieu en octobre. Les étudiants ont démontré un fort intérêt pour le site.

La formation initiale compte 240 étudiants dont 25 APA, 19 CPEP, 73 DEP3. Pour le prochain concours, 5 places ont été ouvertes au concours commun BCPST (biologie-véto).

La refonte de la maquette du diplôme d'État de paysagiste (DEP) est en cours, portée par la direction de l'enseignement et de la vie étudiante (DEVE) et les enseignants des deux sites. La refonte commence par les deux dernières années du DEP.

Sur la formation continue, la volonté est de faire croître et prospérer les formations sur les espaces verts et jardins à forte valeur historique et patrimoniale. Cela représente une lourde charge administrative, avec des passages de relais à prévoir du fait de prochain départ en retraite.

Parmi les nombreuses attentes au sein de l'ENSP, figure la volonté d'améliorer les expériences de vie et de travail. En ce sens, en novembre, Jacky Provost a pris la fonction de régisseur du site de Versailles afin d'améliorer la vie sur le campus.

Arrivée de Chiara Santini. Le quorum passe à 26.

Sur le Chantier du siècle, l'OPPIC poursuit le diagnostic préalable. Une réflexion avec le World Monument Fund (WMF) est à mener pour comprendre l'ambiance qui est associé au site.

Une nouvelle biennale d'architecture et de paysage (BAP) aura lieu en 2025 ; la précédente avait été très appréciée. Cela représentera un travail lourd pour les équipes, avec des questions logistiques et organisationnelles. Il est souhaité mettre en valeur des travaux des étudiants et des chaires.

Sur les investissements, une belle dynamique a été lancée par François-Xavier Delbouis, jardinier en chef, épaulé par Jean Mahaud.

M. Mahaud souligne que le patrimoine arboré vieillit et doit être renouvelé. En s'appuyant sur un service d'information géographique (SIG), une stratégie de remplacement sur 10 ans par phases sera établie. Toutes les interventions sont suivies arbres par arbres. L'idée est que les visiteurs puissent voir les évolutions à raison de leur cheminement. Cela nécessitera également un investissement important au niveau des armatures et des murs. En lien avec l'association des amis du potager, des bénévoles interviennent sur la partie jardin et des démarches sont entamées par la DCRE sur la partie accueil et visite (DCRE).

M. Bava indique de nouveaux éléments optimistes sur la question du titre d'architecte paysagiste : le Président de la République, lors de sa dernière conférence de presse a cité la profession de paysagiste. La Fédération française de paysage (FFP) organise en septembre 2025 le congrès IFLA (congrès international des architectes paysagistes). Le Président de la République a souhaité placer ce congrès sous son haut patronage. La situation est encourageante. Le dialogue est établi avec l'ordre des architectes.

- **Point d'information sur le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture**

M. Coppalle, sous-directeur de l'enseignement supérieur, représentant le directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), présente le projet de loi pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations. L'ambition générale porte sur le fait que le changement climatique va nécessiter plus de compétences. Ainsi, la volonté du MASA est de former plus d'ingénieurs agronomes. La loi porte notamment la création du bachelor agro (niveau bac+3, licence professionnelle). Le niveau bac+3 apparaît le plus pertinent. Ce bachelor agro ne pourra être dispensé qu'entre l'association d'un établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs lycées agricoles.

M. Coppalle aborde également un autre sujet d'information pour le conseil : l'inspection des services supports de l'ENSP en décembre. Les suites de cette inspection sont en cours pour mettre fin à des situations de risques psycho-sociaux.

M. Bava se réjouit d'entendre que les paysagistes puissent voir leurs effectifs évoluer, car ils ont besoin d'être plus nombreux. Ils doivent notamment pouvoir exercer auprès des maîtres d'ouvrage, en qualité de conseil, et pas uniquement comme praticiens, maîtres d'œuvre.

Mme Bonin indique que les enseignants seraient favorables au développement du nombre d'étudiants, avec les moyens associés. Mme Bonnet soutient cette perspective.

Délibérations

- **Procès-verbal de la séance du conseil du 20 juin 2023**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la séance.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Procès-verbal de la séance du conseil, par voie électronique, du 20 décembre 2023**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la séance.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Procès-verbal de la séance du conseil du 19 janvier 2024**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la séance.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Compte financier 2023**

Mme Bonnet remercie Isabelle Pirès, agent comptable pour la réalisation de ce compte financier à la suite de son travail sur le budget initial 2024.

Il s'agissant d'un compte financier rassurant, malgré le solde budgétaire en déficit, moindre que prévu au budget initial 2023, dû notamment à un décalage du calendrier des travaux.

Le taux d'exécution est plutôt bon. L'augmentation du prix de l'énergie a grevé le budget. Un effort de rénovation thermique avec clos et couvert est à poursuivre.

La situation apparaît donc saine au regard du résultat comptable et de la capacité d'autofinancement (CAF). Les dépenses sont maîtrisées. L'attention porte sur le renforcement des ressources propres par des partenariats. Malgré ce travail d'augmentation des ressources, il n'est pas encore possible de couvrir le coût total du projet du Chantier du siècle, comprenant la rénovation de l'intérieur des bâtiments.

Mme Bonnet remercie la tutelle pour la dotation en fonctionnement et en investissement, et son soutien sur les opérations bâtimentaires.

Mme Pirès présente les principaux chiffres du compte financier (*cf. présentation annexée*) :

Le compte de résultat présente un résultat excédentaire, en baisse par rapport 2022. Tous les postes de charges ont baissé. Les produits ont baissé de 10% en raison d'un versement exceptionnel par le MASA sur la subvention pour charges de service public (SCSP) en 2022. La capacité d'autofinancement (CAF) est positive, en baisse de 55%. La variation du fonds de roulement (FDR) présente une augmentation exceptionnelle et consolide FDR, pour un montant de 6 millions d'euros, dont 32% mobilisable. La variation de trésorerie est négative pour 1,7 millions d'euros.

M. Bava s'interroge sur la diminution des produits sur la recherche.

Mme Pirès indique qu'en comptabilité générale, il s'agit d'écarts d'une année sur l'autre en raison des sommes perçues sur des années antérieures sur des conventions.

Mme Nogué salue la qualité de la présentation du compte financier et des éléments fournis sur la soutenabilité budgétaire.

Il est constaté un écart entre le BI et le compte financier qui aboutit toutefois à un solde moins dégradé que prévu. Il est à 3 millions d'euros, soit, au final, moitié moins.

D'une manière générale, il ne faut pas porter de conclusions hâtives sur un solde budgétaire négatif.

Ici, il y a une amélioration du fait de moindres dépenses, conjuguées à des recettes inférieures mais dans de moindres proportions. Le taux d'exécution est satisfaisant au niveau des dépenses. Les écarts ne sont pas anormaux. La qualité de prévision n'est pas altérée, même si parfois il apparaît une surestimation de certaines dépenses.

Il faudra certainement présenter un budget rectificatif (BR) sur l'exercice 2024, qui pourra être complété par une analyse pluriannuelle.

La situation est saine. La gestion a été maîtrisée. Il sera nécessaire d'analyser la capacité à financer des investissements sur le moyen terme. Très peu de crédits sont fléchés, ce qui laisse de la marge de manœuvre. La volonté de diversification des recettes est à saluer, outre le soutien de la tutelle.

Il sera nécessaire de mettre en œuvre un plan d'action pour préserver la soutenabilité budgétaire, et s'atteler à la mise en place de processus de contrôle interne.

M. Coppalle salue le travail réalisé par l'agent comptable, le directeur adjoint et la directrice, en l'absence de directeur des affaires financières.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Autorisation de dépenses particulières**

Mme Bonnet présente cette proposition de délibération permettant, quand les finances le permettent, et dans le cadre d'événements variés, internes ou externes, pour les personnels, pour les étudiants, pour des tiers, de pouvoir offrir des cadeaux de faible valeur. La pratique pouvait exister jusqu'alors mais avait besoin d'un cadre pour être maîtrisé.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Subvention à l'association les Folies potagères**

Mme Bonnet rappelle qu'il s'agit de l'association des personnels de l'ENSP, qui propose des actions festives aux agents. Son action contribue à la qualité de vie des agents sur le site.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Régime de scolarité applicable à l'inscription en DEP**

Mme Vacher, directrice de l'enseignement et de la vie étudiante (DEVE), indique que cette délibération vise à clarifier la situation de rares personnes s'inscrivant au diplôme d'État de paysagiste (DEP) dont la situation ne permet pas de déterminer directement si elles relèvent de la formation initiale (FI) ou de la formation continue (FC). Il s'agit notamment de pouvoir informer en amont les candidats, de sorte à ce que à ce que l'orientation en FI ou en FC soit connue dès le succès au concours.

Mme Bonnet rappelle qu'une échéance de deux ans après la fin d'un parcours en formation initiale est laissée afin de permettre de continuer sous ce régime.

Mme Bonin, représentante des maîtres de conférences, indique qu'elle envisage de voter contre cette proposition, même si elle en entend l'utilité. Elle indique connaître des situations où des personnes en reconversion font de grands sacrifices, et ne pourraient pas se permettre d'absorber le coût de la formation continue. Ces personnes viennent avec leur expérience.

Mme Communal, représentante des usagers, considère être dans cette situation, et également envisager de voter contre. Elle indique qu'aujourd'hui, beaucoup de personnes changent de parcours professionnel.

Mme Laulier, directrice de la formation continue, précise qu'avec la diversification des parcours professionnels, il va y avoir une multiplication de ces cas. Avec une information le plus en amont possible, l'orientation vers la formation continue permet de rechercher les divers financements mobilisables. Au final, le solde restant à payer équivaut à peu près à l'inscription en formation initiale.

Mme Bonnet rappelle qu'elle est régulièrement sollicitée afin de déroger aux frais, certaines personnes ne pensant pas relever de formation continue. Cela crée des situations d'urgence, alors que ces personnes auraient pu bénéficier de financements si elles avaient été orientées et accompagnées en temps utiles. Il s'agit de traiter équitablement les personnes dans les mêmes situations. Les coûts exposés pour la formation en DEP sont importants, tandis que les montants d'inscription ne reflètent pas le coût réel, en formation initiale comme en formation continue.

Mme Salles, représentante des professeurs, demande ce qu'il se passe pour les personnes en activité professionnelle, présentant le concours, et n'ayant pas forcément réfléchi au financement.

Mme Vacher répond que c'est précisément l'idée autour de ce projet : pouvoir les identifier au moment du concours, et aller vers eux pour les informer, en cas de réussite, pour qu'il monte un dossier de financement, ce qui peut parfois représenter de 6 semaines à 3 mois. C'est un délai qui s'accorde avec le temps du concours. A l'issue, il y aura bien un tarif distinct entre ceux qui sont financés ou non. C'est avant tout une question d'information et de clarté.

Vote : unanimité (26 favorables)

- **Allocations forfaitaires aux usagers participant à certaines séquences pédagogiques**

Mme Vacher présente la mise à jour des montants des forfaits versés aux étudiants pour réaliser leurs projets de terrain, y compris pour des mobilités internationales. Il existe sur Marseille différents forfaits pour les PFE financés.

Mme Sellali, représentante du directeur des patrimoines et de l'architecture (ministère de la Culture) demande s'il y a une différenciation en fonction des ressources des étudiants, et s'il existe un fond d'urgence.

Mme Vacher répond qu'il n'y a pas de différenciation, tandis que les bourses d'urgence sont délivrées via la DGER.

Mme Bonnet rappelle qu'il s'agit d'un effort de l'établissement en vue de défrayer les étudiants sur une partie des coûts des déplacements sur leurs projets.

Mme Nogué demande si le coût de ces mesures est estimé.

Mme Vacher indique que les coûts varient fonction du nombre d'étudiants par séquence : entre 50 et 70 étudiants en DEP3 pour un coût de 7500€ par exemple ; pour l'étranger et le programme

EMILA, ce n'est pas systématique. Ces allocations ne représentent qu'une petite partie des dépenses de déplacement pour les étudiants. Tout une partie des déplacements sont pris en charge par l'école.

M. Marty, représentant des enseignants, demande si, dans le cadre des mémoires, les impressions des documents peuvent relever de telles allocations.

M. Moquay, représentant des professeurs, indique que c'est une discussion à l'occasion avec les étudiants ; certains étudiants sont en situation d'inégalité ; les enseignants ne les pénalisent pas ; à l'inverse, certains étudiants présentent des objets imprimés de qualité rare.

Mme Zecchini-Sissoko, représentante des usagers, souligne que pour module ATLAS, l'allocation couvre très peu les frais engagés, de même que le module EAP qui fait suite à ce module et demande un déplacement sur le territoire mais sans financement.

Mme Communal ajoute que la même problématique existe sur les PFE non financés, et demande s'ils ne pourraient pas être également financés en partie.

Mme Bonin indique que le problème est en partie lié au fait que les élèves puissent choisir leurs terrains d'exploration ; c'est associé à une particularité pédagogique. Le coût est de plus en plus difficile à assumer.

Mme Bonnet a conscience que les étudiants ne sont pas riches, qu'il y a une forte proportion de boursiers, et par ailleurs consciente que l'expérience sensible du terrain est nécessaire. En 2024, c'est 9000€ supplémentaires en soutien. C'est pourquoi il est important de pouvoir adosser les partenaires au financement de ces déplacements. Pour les APR, c'est ce dont il s'agit. Pour les PFE, de fait, il n'y a pas de partenaires. À Marseille, le PFE est presque un APR. Sur les impressions, une réflexion est en cours. Il faut travailler avec les enseignants pour voir ce qui est attendu.

Départ M. Gueneau. Le quorum passe à 25

Mme Vacher indique que le budget de déplacement des étudiants représente 62% des dépenses de la DEVE (133k€) ; les allocations forfaitaires n'en représentant qu'une faible partie.

Vote : unanimité (25 favorables)

- **Contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) : Programmation et attributions 2024**

Mme Vacher indique que depuis l'an dernier, amélioration de l'exécution du budget CVEC s'améliore, avec notamment un renforcement de la partie action santé avec CY, ainsi que sur la dimension accueil (journée d'intégration). Il s'agit de dépenses fléchées, dont les actions doivent être directement dédiées aux étudiants et ne doivent pas relever de l'enseignement. Une partie est pilotée par la DEVE.

Vote : unanimité (25 favorables)

- **Extension de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle de la fonction publique aux agents sous contrat de droit privé**

L'ENSP comprend deux agents sous contrat de droit privé qui n'ont pas bénéficié d'une prime exceptionnelle versées aux agents public l'an dernier. Il s'agit de leur accorder une prime identique.

Vote : unanimité (25 favorables)

- **Charte informatique**

M. Dangin, directeur des systèmes d'information (DSI), présente la charte informatique qui est un élément clef de la sécurité informatique. La charte vient rappeler les nécessités, droits et devoirs des utilisateurs. Il rappelle qu'il est important que les utilisateurs préviennent la DSI de tout incident.

Vote : unanimité (25 favorables)

- **Complétion de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants et enseignants-chercheurs (SDE)**

Le point est reporté à raison d'avoir pu lancer le processus de candidature.

- **Complétion de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU)**

Les désignations restantes ont été effectuées.

- **Convention BAP 2025**

Mme Bonnet présente cette convention qui porte sur le financement par la région Ile-de-France de la Biennale d'Architecture et de Paysage qui se déroulera à Versailles en 2025. Cette convention attribue une subvention d'un montant maximale de 650.000€, dépassant la délégation accordée à la directrice.

M. Provost-Deramaix s'interroge sur le fait que la convention précise qu'il ne puisse pas y avoir de recettes supplémentaires. En effet, la BAP induit une augmentation de la fréquentation et donc des recettes.

Mme Bonnet indique qu'il s'agit de la même convention qu'en 2022.

Vote : unanimité (25 favorables)

Informations

- **Plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS - volet étudiant)**

Mme Vacher indique qu'un état des lieux a été réalisé auprès étudiants par une première enquête, en novembre 2023. Les résultats ont été présentés au conseil des enseignants, au conseil de la vie étudiante et auprès des étudiants.

Une cellule a été mise en place pour recueillir les témoignages des étudiants.

Il s'agit de mettre en place des actions de sensibilisation, de rendre visible ce sujet auprès de tous.

Une charte sur laquelle s'appuyer va être prochainement proposée.

La sensibilisation devra porter sur toute la communauté enseignante, y compris les vacataires.

L'objectif est de former des étudiants référents, lors des fêtes étudiantes, pour mettre en place des *safe zone*, et de sensibiliser largement les étudiants.

M. Poirier, représentant du directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, demande s'il est possible de mutualiser des actions avec d'autres écoles.

M. Coppalle rappelle l'importance et l'acuité de ces sujets en ce moment ; toutes les institutions sont confrontées à ces sujets. Dans toutes les sections disciplinaires des établissements, il y a des sujets délicats à traiter. Ce sont des sujets qui concernent tous.

Mme Bonnet indique que la direction est déterminée à mettre en place un plan de prévention des VSS, dans le respect des droits des uns et des autres. L'appui de la tutelle pour traiter ces signalements apparaît prégnant, notamment au sein des petits établissements, avec un faible effectif en termes de service support.

M. Bava soutient l'idée d'une mutualisation entre établissements.

- **Refonte de la maquette pédagogique - état d'avancement** *(cf. présentation en annexe)*

Mme Vacher rappelle l'objet de la refonte, portant sur l'approche par compétence ; cela fait partie des critères d'évaluation par le Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

L'appel à projet lancé auprès de CY a permis le financement d'un ingénieur pédagogique, recruté en octobre. La réflexion porte sur les grades licence et master. L'objectif est d'obtenir d'un grade licence pour le DEP1. Une nouvelle maquette DEP2 sera proposée pour la rentrée 2024-2025.

Mme Bonin remercie Mme Vacher pour présenter des choses complexes. Elle se demande si, sur le calendrier, il y a une urgence. Le groupe de travail n'est pas toute la communauté enseignante. Elle se demande s'il y a un enjeu à faire la réforme à la rentrée 2024.

Mme Communal, tenant compte de l'épuisement des étudiants dû au rythme du DEP, considère que cette mise en place est nécessaire.

Mme Bonnet confirme cette situation. Elle remercie les enseignants qui participent à cette refonte, très lourde, pour mener à une nouvelle maquette. L'accompagnement de CY ne sera pas indéfini et nécessite donc d'avancer.

Mme Vacher reconnaît que tout ne peut être fait ensemble, qu'un échelonnement est pensé. Le travail côté licence semble plus important que sur le côté master. Ça demande beaucoup de temps des enseignants qui ne peuvent pas être mobilisés continuellement. La mobilisation actuelle est bonne et ne doit pas faiblir.

M. Bava salue le maintien de ce cap.

- **Travaux sur la marque Potager du Roi**

Mme Villemin présente les objectifs de la DCRE. La communication interne va être relancée au travers d'une newsletter et de rencontres mensuelles.

Sur l'image de l'établissement, le constat est que la connexion Potager/École est peu visible. Les visiteurs ne comprennent pas qu'il s'agit du campus d'une école.

Mme Bonnet remercie Mme Villemin et ses équipes pour s'être rapidement attelé à la tâche sur les actions de communication (JPO, plaquette, flyer).

M. Feix, représentant des enseignants, salue les projets en cours, tant la réforme de la maquette que le développement de la communication, constituant un travail collectif fécond et réjouissant. Il rappelle cependant, en écho avec le précédent CA, le départ d'une collègue enseignante, avec compétence numérique. Ainsi, même conscient de la conjoncture, il rappelle les demandes émises précédemment pour aller dans le sens d'une pédagogie ambitieuse.

- **Etat d'avancement des opérations immobilières** *(cf. document transmis pour information)*

Mme Bonnet rappelle que le MASA finance très majoritairement ces opérations (80-85%), complétées par le World Monument Fund (WMF) et des fonds propres. Elle souhaite pouvoir intégrer à l'avenir l'intérieur des bâtiments, au-delà du clos et couvert.

- **Actes pris dans le cadre de la délégation d'attribution du CA à la directrice**

(cf. document transmis pour information)

Compte financier 2023

Annexe

Conseil d'administration du 14 Mars 2024



LE RÉSULTAT ET LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT 2023

Un résultat consolidé de fonctionnement □ **1 330 645 €**

LES CHARGES □ 4 %

Légère diminution des charges due aux dépenses exceptionnelles liées à la Biennale l'année dernière

- Le poste «achats» boutique □ **35%**
- Le poste « consommations de marchandises et approvisionnements » □ **0,1%**
- Le poste «charges du personnel » □ **8%**
- Le poste « autres charges de fonctionnement » □ **72%**

LES PRODUITS □ 10 %

Réduction des subventions de fonctionnement de des produits liés à l'activité mais reprise de provision importante

- Le poste des « subventions de fonctionnement » □ **21%**
- Le poste des «produits directs d'activités» □ **17%**
- Le poste «autres produits » □ **38%**

Une capacité d'autofinancement (CAF) □ **854 511€**

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT + 857 888 €

Emplois

• Investissement + 2 924 783
€

**VARIATION FDR + 857
888 €**

Ressources

• CAF +854 511 €

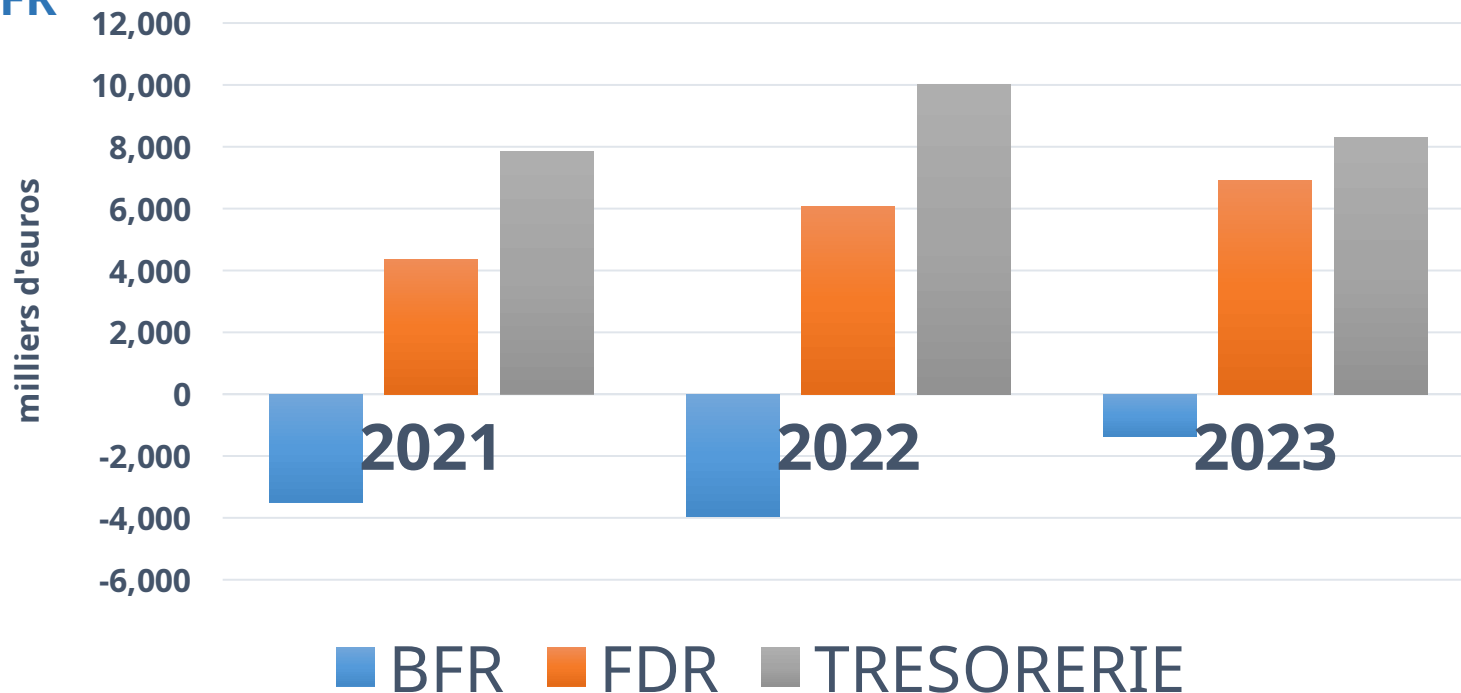
• Financement de l'actif :

- par l'Etat pour 2 861 238 €
- par d'autres tiers +66 922 €

VARIATIONS DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT (BFR) ET DE LA TRÉSORERIE

- La variation du BFR **+2 575 302 €**
- La variation de la trésorerie **- 1717 414 €**

La variation de la trésorerie = la variation du FDR - variation du BFR



Plan de prevention VSS

Actions réalisées

Enquête auprès des étudiants

Communication des résultats au sein des instances + étudiants -> à poursuivre

Sensibilisation des nouveaux entrants lors de la journée d'intégration

Mise en place d'une cellule d'écoute – personnes référentes

A faire / à poursuivre



Communication (affiches , baromètre des violences)

Rédaction d'une Charte signée par tous les intervenants / étudiant

Formation des personnels / enseignants avec des responsabilités

Formation de tous les enseignants (journée de rentrée ?)

Formation d'étudiants référents (délégués / safe zone)

Sensibilisations des étudiants (journée d'intégration / associations)



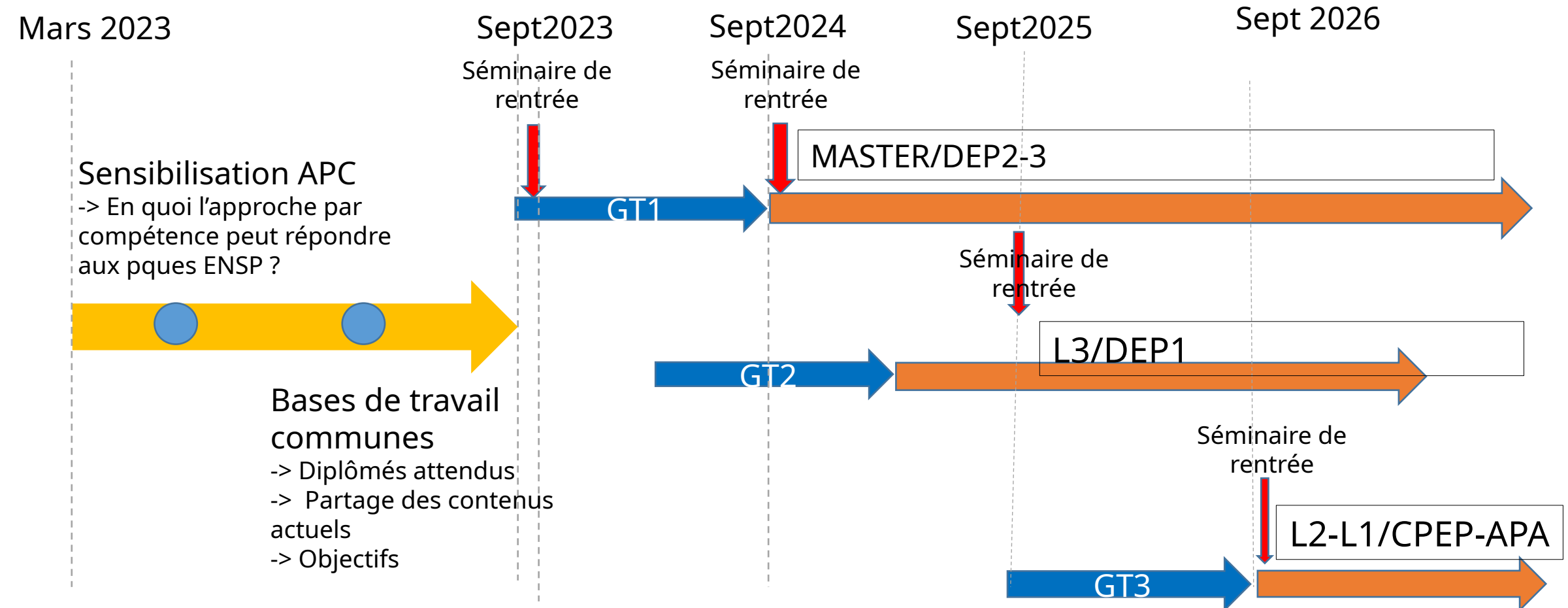
Projet de refonte

Approche par compétences

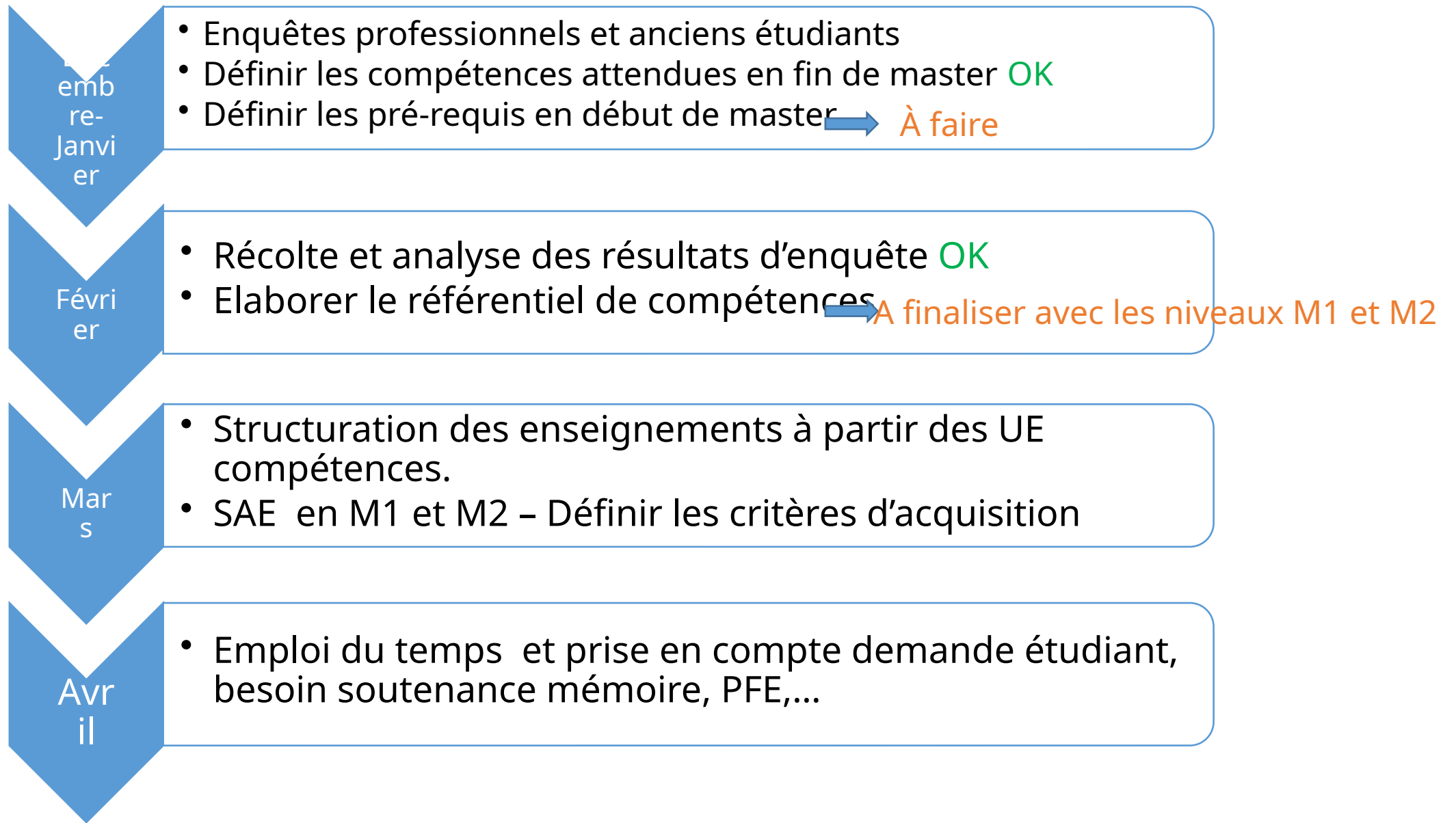
Calendrier prévisionnel

PREPARATION

MISE EN OEUVRE



GT Master



1- Résultats des enquêtes

Modalités de diffusion:

- Professionnels : envoi de mails à toutes les structures qui ont accueilli des stagiaires/apprentis + site FFP
- Anciens étudiants : diplômés 2022,2021,2020,2019,2018

Répondants (slide 2 et 3) :

- Professionnels : 50% issus de l'ENSP / 58% en bureau d'étude /21% indépendants/14% public

Exercent majoritairement dans des structures de + de 10 ans d'existence

- Anciens étudiants : 25% sont des diplômés de 5 ans

Répartition des types d'emploi concordant avec les professionnels + enquêtes d'insertion

Secteurs d'activités (slide 4)

- Grande diversité de contextes
- Essentiellement milieu urbain / péri urbain /parcs et jardins/sites touristiques/réhabilitation
- Activités plus spécifiques probablement selon des spécialités et/ou la situation géographique du professionnel : espaces forestiers / énergies renouvelables / espaces agricoles
- Grand territoire plutôt moins représenté

Quelle est l'adéquation entre les savoirs/ compétences utilisées en tant que professionnel et ceux étudiés en formation à l'ENSP ?

-> on croise les réponses de professionnels avec les réponses des anciens étudiants sur l'adéquation des enseignements et s'ils en souhaitent davantage (slides 5, 6,7)

Professionnels :

tout est utile avec une prédominance pour

- o biodiversité , botanique ,écologie , enjeux territoriaux écologiques
- o les problématiques rurales, urbaines, territoire et histoire du lieu
- o Ingénierie du paysage

Anciens étudiants :

- o Contenus peu adéquats: techniques numériques, techniques de la construction, anglais, et dans une moindre mesure matériaux et mobilier, génie écologique hydrogéologie et hydrologie
- o Arts/histoire de l'art : contenus adéquats et n'en attendent pas plus
- o Croisé aux attentes des recruteurs, donne l'impression d'un besoin de renforcement des apprentissages liés au vivant et aux techniques ; notamment techniques numériques et techniques de construction

Est-ce que les méthodes pédagogiques/enseignements de l'ENSP permettent de préparer les futurs professionnels aux fonctions exercées ?

-> on croise les réponses des anciens étudiants (slides 9,10,11,12)

- sur les fonctions exercées et l'adéquation des activités pédagogiques
- Sur les fonctions exercées et les difficultés rencontrées en entreprise

Et des professionnels sur le niveau d'expertise attendue par les professionnels (slide 14)

Points forts =

- o Réaliser un diagnostic
- o Concevoir réaliser le dessin du projet
- o Appréhender les enjeux

Contenus adéquats mais en veulent plus = écologie / techniques végétales

Contenus adéquats mais n'en veulent pas plus = photo/vidéo

-> concordant avec les retours des
DEP3 2024 sur l'évaluation des
enseignements et projet professionnel

En difficultés = mise en œuvre / pilotage du projet

- o Fonctionnement des marchés publics
- o Suivi de chantier
- o Numérique
- o Techniques
- o Financier/budget

-> à mettre en lien avec les propositions des
anciens étudiants (slide 18) :

- Stage de 6mois (58%)
- Formation plus approfondie en MOE (50%)
- Réalisation complète d'un projet (65%)
- Suivi de chantier (53%)
- Plus de transversalité entre les

- Numériques (slide 8) : concordant avec ce que l'on a identifié
- Savoir-être (slide 16) : les professionnels attendent créativité innovation audace mais pas conciliation , alors qu'on retrouve la critique d'un manque d'humilité de nos diplômés ?
- 50% des étudiants ont été démotivés à un moment de leur parcours (slide17) : sentiment de ne jamais bien faire, comprendre le contenu de la formation, manque de coordination atelier cours, charrette et loin de la réalité du métier, burnout.

- Les compétences à développer (slide 19 et 20)

Gestion de l'eau

Ecologie

Biodiversité

Numérique (pas de Tchat GPT ?! Alors que les étudiants sont déjà des experts !!)

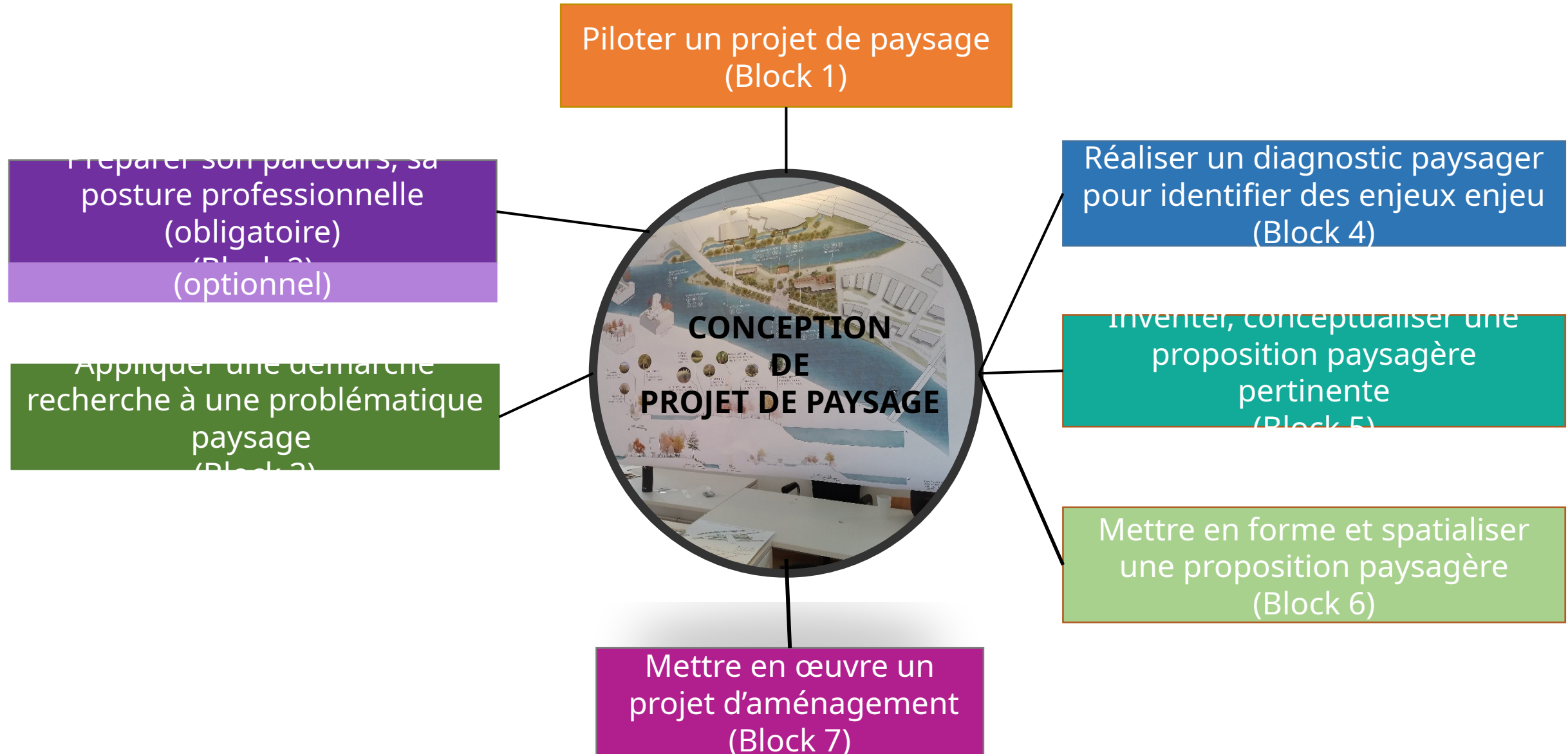
Adaptation aux changements climatiques

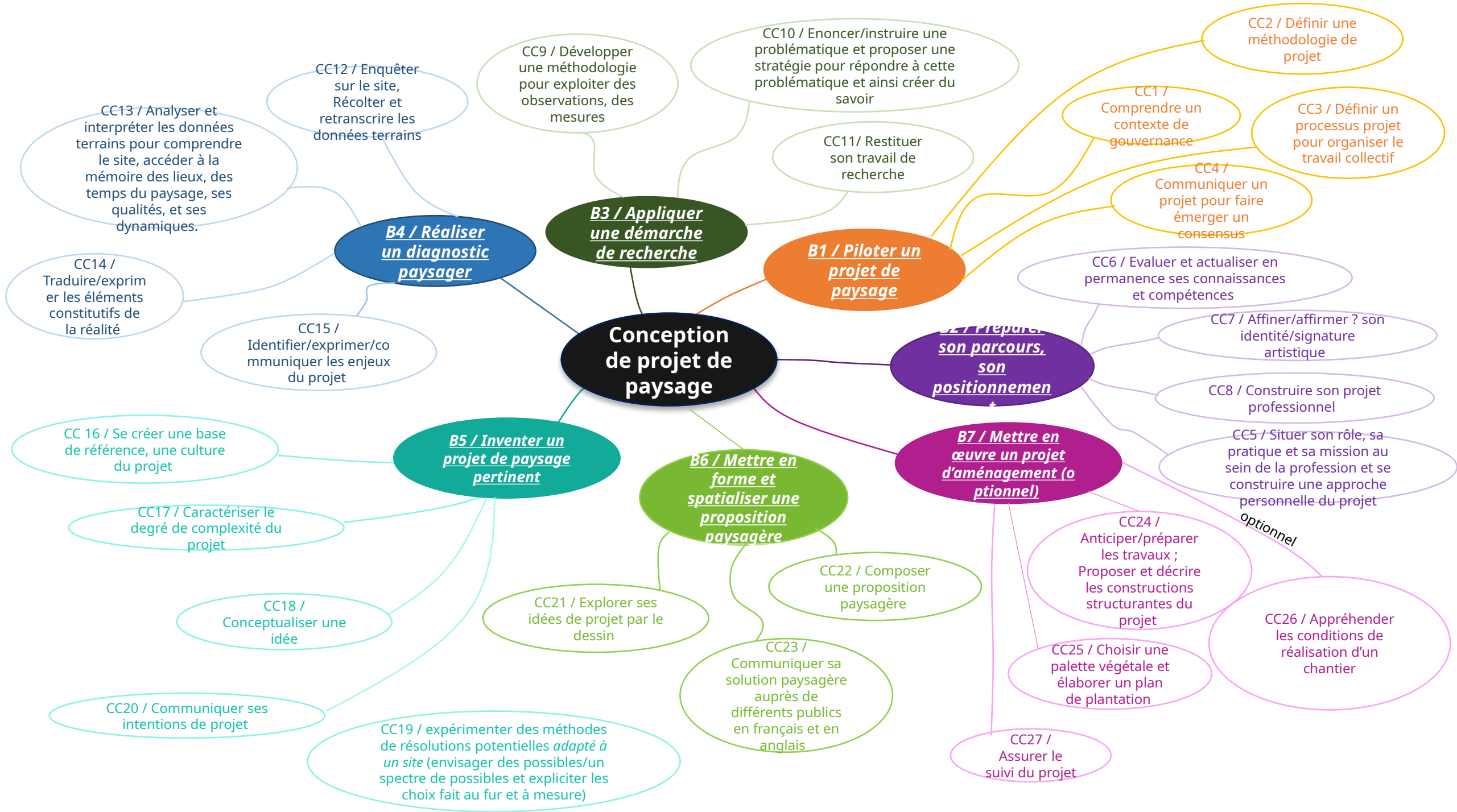
Dessin

Soft skills / Gestion de projet

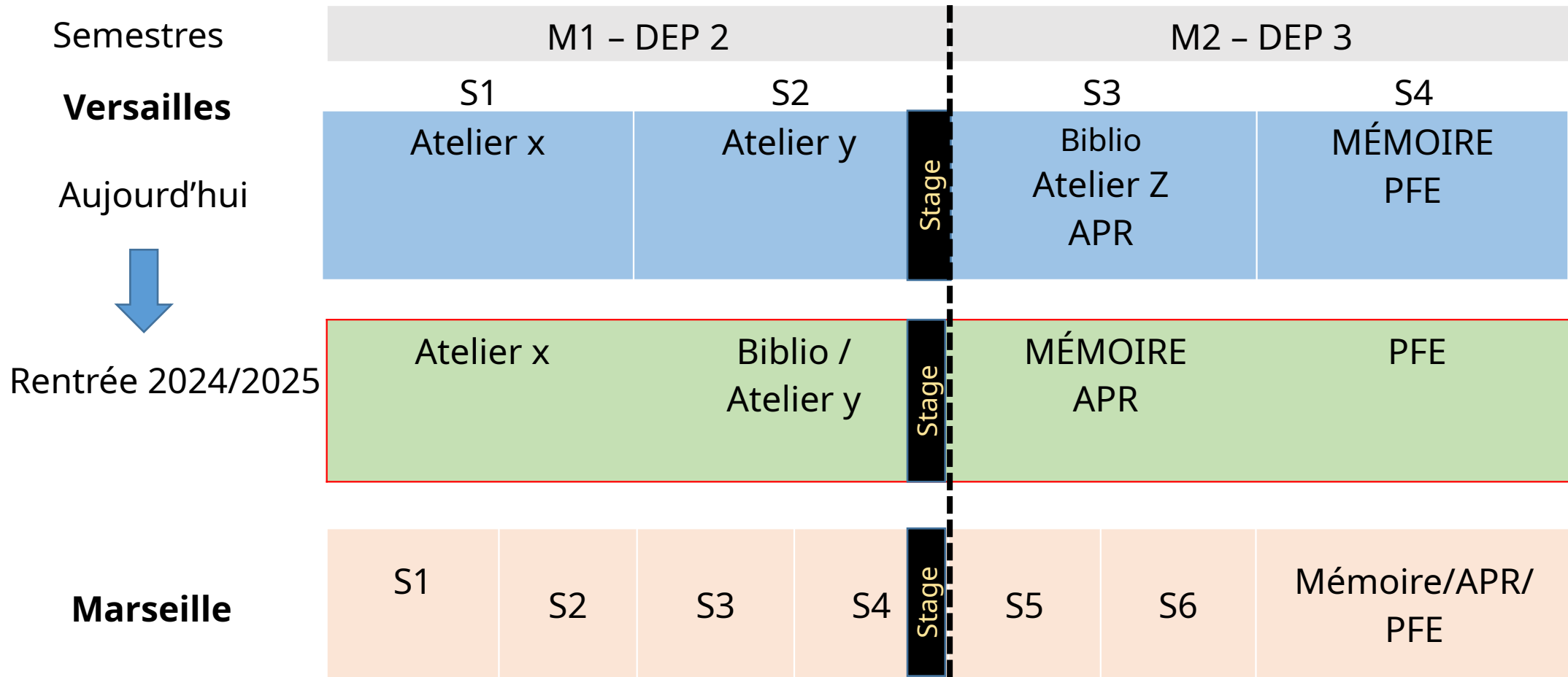
Techniques (Sols / matériaux)

MASTER Diplôme d'état de paysagiste concepteur à l'ENSP





Architecture MASTER



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2024

Nombre de sièges pourvus (sur 32)	29
Quorum (au moins 50% des membres en exercice)	15
Nombre de membres présents ou représentés en début de séance	25

MEMBRES AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

Représentants de l'État (5 membres)

Le directeur général de l'enseignement et de la recherche, du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire	Représenté par Jérôme Coppalle
Le vice-président du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	Représenté par Claire Hubert
Le recteur de région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités (MESR)	Représenté par Christian Cazayus
Le directeur général des patrimoines et de l'architecture, du ministère de la Culture	Représenté par Amina Sellali (visioconférence)
La directrice générale de l'aménagement, du logement et de la nature, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	Représentée par Guillaume Poirier (visioconférence)

Représentants des collectivités territoriales (3 membres)

Commune de Versailles, représentée par Emmanuelle De CRÉPY	Présente
Conseil départemental des Yvelines, représenté par Olivier De LA FAIRE	-
Conseil régional d'Ile-de-France, représenté par Sylvie PIGANEAU	Présente

Personnalités qualifiées (5/8 membres)

Henri BAVA	Présent
Laurent GATINEAU	Procuration à Henri BAVA
Jean-Pierre GUENEAU	Présent (visioconférence)
Hélène PESKINE	Présente (visioconférence)
Jean-Christophe QUINTON	Procuration à Henri BAVA
<i>vacant</i>	-
<i>vacant</i>	-
<i>vacant</i>	-

Représentants des professeurs et personnels assimilés (4 membres)

Sylvie SALLES	Présente (visioconférence)
Patrick MOQUAY	Présent
Yves PETIT-BERGHEM	Procuration à Patrick Moquay
Chiara SANTINI	Présente (visioconférence) (arrivée après début de séance)

Représentants des maîtres de conférences et autres enseignants (4 membres)

Alexis FEIX	Présent (visioconférence)
Sophie BONIN	Présente
Oliver MARTY (suppléant de Pauline FRILEUX)	Présent (visioconférence)
Cyril SEGUIN (suppléant de Etienne BERTRAND)	Présent

Représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service (4 membres)

Jacky PROVOST-DERAMAIX	Présent
Lionel VILOVAR	Présent
Caroline PIALAT	Présente
Charles DUBREUX	Présent

Représentants des usagers (4 membres)

Sophie GOGUEL	-
Aurélié COMMUNAL	Présente
Lindsay ZECCHINI-SISSOKO	Présente
Solenn BRIGAND	-

AUTRES PARTICIPANTS

Participants de droit, avec voix consultative

La directrice de l'ENSP, Alexandra BONNET	Présente
Le directeur adjoint de l'ENSP, Jean MAHAUD	Présent
L'agent comptable de l'ENSP, Isabelle PIRES	Présente
Le contrôleur budgétaire régional de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France, Jean-François DAGUES	représenté par Mmes Nogué et Antunes

Secrétariat du conseil

Audrey FRIDERICH , assistante de direction	Présente
Baptiste BLONDEL-ANGOT , directeur des affaires juridiques	Présent